



Organisation
des Nations Unies
pour l'éducation,
la science et la culture



Institut international de
planification de l'éducation

Pôle de Dakar
ANALYSE SECTORIELLE EN ÉDUCATION

En Guinée-Bissau, le système éducatif reste en grande partie à construire

Guinée-Bissau

Novembre 2016 – Note Pays 26

• Profondément handicapé par 40 années d'instabilité institutionnelle, le système éducatif de Guinée-Bissau est dans une situation critique. Près de la moitié des enfants ayant l'âge de la scolarisation obligatoire sont en dehors de l'école, la faute revenant souvent à la rareté d'établissements proposant une scolarité complète, entraînant de nombreux abandons. Face à des défis immenses, les moyens financiers à disposition du pays semblent dérisoires. Du maigre budget de l'État, la part consacrée à l'éducation est l'une des plus faibles d'Afrique, obligeant les ménages à couvrir eux-mêmes la majeure

partie des dépenses d'éducation du pays, alors que 70 % de la population vit sous le seuil de pauvreté. Malheureusement sans surprise, la qualité de l'éducation est également défailante, en particulier en mathématiques, matière pour laquelle le niveau d'acquisition scolaire des enfants en fin de primaire est l'un des plus faibles des pays comparables. Et chose inquiétante pour l'avenir, les enseignants eux-mêmes ne maîtrisent pas ce qu'ils enseignent aux enfants : ils ne savent répondre qu'à la moitié des questions de mathématiques issues du programme de leurs élèves en 5^e année de primaire.

Ce faible niveau d'acquisition scolaire combiné aux faibles taux de scolarisation restreint une grande partie de la population dans un niveau de connaissances si limité qu'il ne laisse présager que peu d'espoir pour le décollage économique du pays. Au final, tant de chantiers sont à mener pour l'école de Guinée-Bissau que l'on peut se demander si le système éducatif n'est pas tout simplement à reconstruire en grande partie. Il faut aujourd'hui impérativement profiter du récent retour à la stabilité politique pour lancer les réformes prioritaires. •

L'école de Guinée-Bissau fait face à une vulnérabilité extrême. Depuis l'indépendance du pays, il y a 40 ans, l'instabilité est une constante, avec successions de changements à la tête du pouvoir et renouvellement des équipes en charge des ministères, dont celui de l'éducation.

Cette instabilité politique a profondément fragilisé l'administration publique d'un pays aux besoins titanesques : l'espérance de vie y est de 50 ans, 70 % de la population vit sous le seuil de pauvreté et 50 % des adultes ne savent ni lire ni écrire. La situation sociale et sanitaire est si préoccupante qu'elle classe le pays dans les dernières places de l'Indice de développement humain du Programme des Nations unies pour le développement (176^e position sur 187 pays).

Ce contexte de vulnérabilité généralisée touche particulièrement l'école. Alors que 40 % de la population a moins de 17 ans et exerce une forte pression sur le système éducatif, ce dernier se heurte à un niveau d'insécurité alimentaire très élevé, des menaces fréquentes de grèves des enseignants et un risque important d'inondations dans de nombreux établissements.

Le financement de l'éducation repose principalement sur les ménages

À ce tableau alarmant vient s'ajouter un manque criant de financement pour l'éducation. Pays pauvre d'environ 700 dollars de PIB par habitant, les ressources internes de l'État ne représentent que 7 % du PIB, un niveau très faible, 3 fois inférieur à la moyenne observée sur le continent africain. Et de ces faibles ressources, l'éducation n'est pas une priorité, puisque la part du budget qui y est consacrée (13 % en 2013) est deux fois inférieure à celle des pays de niveau de richesse comparable.

En 2013, l'État dépensait en moyenne 18 000 Fcfa par enfant scolarisable (moins de 40 dollars), un niveau insuffisant pour dispenser un enseignant de base de qualité pour tous les enfants. Dans ces conditions, les familles doivent financer avec leurs propres moyens l'éducation de leurs enfants. En moyenne, la contribution des ménages est supérieure à celle versée par l'État, elle équivaut à 63 % des dépenses totales d'éducation, une valeur bien supérieure à ce qui est observé ailleurs en Afrique (24 %).

Le manque d'infrastructures handicape les scolarisations

Le niveau de scolarisation est, en Guinée-Bissau, anormalement bas. Avec 60 % des enfants achevant le cycle primaire de 6 années, le pays est loin d'atteindre l'objectif de l'éducation pour tous, un niveau pourtant considéré comme minimum pour acquérir une alphabétisation durable. Trois raisons expliquent en particulier les abandons en cours d'études : une entrée à l'école tardive (les enfants en Guinée-Bissau ont en moyenne 4 années de retard sur l'âge officiel), une pratique trop élevée du redoublement (plus de 20 % au primaire) et la rareté du nombre d'écoles proposant un cycle complet de 6 années d'études primaires (seules 25 % des écoles). Ce dernier point est symptomatique du manque d'infrastructures dans le pays : la moitié des enfants de Guinée-Bissau étudient dans des écoles ne proposant pas les 6 années de primaire. Autrement dit, un enfant sur deux qui commence l'école dans un établissement n'y terminera pas sa scolarité primaire.

Un autre pic d'abandon existe au niveau de l'entrée au secondaire puisque les collèges sont en nombre insuffisant, en particulier hors des grands centres urbains. Au total, en Guinée-Bissau, près de 45 % des enfants en âge d'être scolarisés sont en dehors de l'école.

Au manque d'établissements vient s'ajouter des lacunes en termes de standards et de textes de référence qui sont monnaie courante en Guinée-Bissau. Il n'existe pas, par exemple, de normes pour les constructions scolaires, de référence pour créer un groupe pédagogique ou de cadre de certification pour la formation professionnelle. Ces manques nuisent au quotidien à la gestion du système éducatif. Quels standards de formation adopter au secondaire alors qu'il n'existe pas de programme scolaire officiel pour ce cycle ? Comment valider la qualité d'un programme de formation professionnelle si le ministère ne dispose d'aucune structure d'assurance qualité ? L'absence généralisée de normes est un frein au développement du système.

Les enseignants n'ont pas la pleine maîtrise de ce qu'ils enseignent

La situation est également critique concernant la qualité des apprentissages. Que cela soit en langue ou en mathématiques, les enfants de Guinée-Bissau ont, selon les évaluations nationales, un niveau d'acquisition scolaire en seconde année de primaire, relativement équivalent aux pays comparables mais ils obtiennent un score parmi les plus faibles au bout de 5 années d'école primaire. Ceci signifie qu'en l'espace de trois ans, les élèves ont pris du retard sur leurs camarades des pays voisins ; l'école de Guinée-Bissau ne permet vraisemblablement pas d'y apprendre aussi vite.

Un autre élément très préoccupant et qui explique en partie la faible qualité de l'éducation : les enseignants eux-mêmes n'ont pas la maîtrise de ce qu'ils enseignent. À un niveau correspondant à la 5^e année de primaire, les enseignants n'arrivent pas à répondre à un quart des questions de portugais et à près de la moitié des questions de mathématiques issues du programme scolaire de leurs élèves.

Il faut rappeler que la situation des enseignants est précaire et que le métier peine à trouver des candidats qualifiés. Les personnels fonctionnaires nouveaux entrants n'ont par exemple été payés que pour 6 mois au cours de l'année 2013 et les enseignants contractuels n'ont exercé que 7 mois au lieu 10. Par ailleurs, quand les enseignants sont payés, c'est à un niveau très faible en comparaison des pays de richesse similaire et dans des conditions ne permettant pas d'exercer pleinement leur métier, notamment en raison du manque de matériel pédagogique.

La combinaison entre un faible niveau de scolarisation et des acquisitions défaillantes ne laisse que peu d'espoir pour le décollage économique du pays et la réduction de la pauvreté. Selon les études existantes, un individu actif occupé sur le marché du travail à un niveau d'études inférieur à la fin de la 4^e année du primaire... Cette situation est préjudiciable à titre individuel mais aussi pour l'économie du pays car elle ne permet pas une amélioration des productivités favorables au décollage économique. En haut du système éducatif, la situation est également dure pour les élèves les plus instruits qui peinent à trouver un emploi en lien avec leur aspiration. Alors que le chômage est très faible, 30 % des diplômés du supérieur ont des difficultés à trouver un emploi (25 % pour les diplômés du secondaire).

Par de si nombreux aspects, tant reste à faire, que de simples ajustements ne seront très certainement pas suffisants pour améliorer la situation de l'école en Guinée-Bissau. Il faut absolument profiter du retour à la stabilité politique observée depuis 2014 pour réformer en profondeur le système et lancer les chantiers prioritaires. Conscientes de la situation, les autorités nationales, en collaboration avec les acteurs de l'éducation, nationaux et internationaux, ont démarré un processus dont l'objectif à termes est la réforme globale du système éducatif, à travers l'adoption d'une stratégie décennale de développement du secteur éducatif.

Cette note présente une sélection des principaux messages du **Rapport d'état du système éducatif national de Guinée Bissau**, Pour la reconstruction de l'école sur de nouvelles bases. Ce rapport publié en 2016 et coordonné par une équipe nationale de la république de Guinée-Bissau, a bénéficié d'un appui du GPE, l'UNICEF et du Pôle de Dakar de l'IPEE-UNESCO.

Rédaction de la note : Jonathan Jourde